

## Stagiaire animateur-trice du Centre d'Accompagnement Juridique et d'Action Citoyenne (CAJAC)

Transparency International France (TI France) est la section française de Transparency International (TI), un mouvement international qui comprend plus d'une centaine de sections à travers le monde. Principale ONG de lutte contre la corruption, TI France travaille avec les acteurs publics (Gouvernement, Parlementaires, élus locaux), comme privés et les représentants de la société civile.

Véritable lien avec la société civile, le Centre d'Assistance Juridique (CAJAC), créé en 2014 pour TI France, reçoit des signalements de victimes ou témoins de faits de corruption...

Sous la supervision de la Déléguée générale, le stagiaire aura la charge d'animer ce Centre d'Assistance Juridique dont les missions sont les suivantes :

1) Assurer le suivi des dossiers en cours et traiter les nouveaux signalements en recueillant les témoignages des victimes et témoins de corruption via la plateforme sécurisée mise en place, puis en étudiant les pièces fournies par les signalants et en établissant un premier diagnostic et enfin, si le cas relève bien du mandat de TI France, en répondant au signalant en lui apportant des conseils juridiques. Pour l'aider dans la qualification des faits, le choix de la procédure adéquate et la rédaction des actes nécessaires (signalement, requête, plainte...), le référent CAJAC s'appuie sur l'expérience d'un groupe de bénévoles composé de magistrats honoraires et d'avocats. Animé par le référent CAJAC, ce groupe se réunit une fois par mois minimum afin d'étudier les signalements les plus difficiles.

Néanmoins, il est à noter que l'Association n'a pas de pouvoir d'investigation et ne se substitue pas non plus au travail d'un avocat.

2) Dans le cas des dossiers particulièrement stratégiques, il peut arriver que l'association adresse des signalements à l'Agence Française Anticorruption (AFA), la Haute Autorité pour la Transparence de la Vie Publique (HATVP) ou le Parquet, voire, se constitue partie civile. Le stagiaire a alors la charge d'instruire les dossiers et proposer au groupe de bénévoles de premières rédactions.

3) Assurer, en parallèle, l'interface avec le référent CAJAC du secrétariat du mouvement à Berlin, et les autres CAJAC au sein des autres sections du mouvement.

4) D'autres missions pourront être confiées au stagiaire comme, par exemple, la réalisation de fiches pratiques concernant un sujet juridique et servant à éclairer les citoyens sur leurs droits et devoirs lorsqu'ils rencontrent des problématiques liées à la corruption.

Enfin, Transparency International France participe activement au développement de la Maison des Lanceurs d'Alerte (MLA) dont elle a contribué à la création en 2018, aux côtés d'une dizaine d'autres organisations. Aussi, une journée par semaine sera dédiée à l'appui aux missions de la MLA, au sein de ses bureaux dans le 11ème arrondissement. Le stagiaire contribuera donc aux activités de recueil et de traitement des signalements de lanceurs d'alerte.

## Profil recherché

Master 1 ou 2 en droit, élève avocat.

Spécialités : Parcours généraliste, préférence pour une spécialisation en droit pénal, procédure pénale et délinquance financière ou droit administratif, droit des marchés publics ou des collectivités territoriales.

Langues : bon niveau d'anglais

## Conditions du stage

- stage de 6 mois à temps plein, 35h/semaine, indemnité légale
- forfait repas journalier
- prise en charge des transports en commun
- 2 jours de congés payés par mois de stage

## Entrée en fonction

Dès que possible

Envoyer CV et Lettre de motivation à recrutement @ [transparency-France.org](mailto:recrutement@transparency-France.org)